

# Le Monde

## Les pays sous embargo ont importé pour 2 milliards de dollars d'armements depuis 2000

Le Monde.fr avec AFP | 03.05.2012

Les pays soumis à un embargo international sur les armes ont malgré tout réussi à importer plus de 2,2 milliards de dollars d'armements depuis 2000, selon un rapport de l'organisation humanitaire Oxfam publié jeudi 3 mai.



Malgré les vingt-six embargos internationaux en vigueur pendant cette période, décrétés par l'ONU ou des organisations régionales, plusieurs pays ont réussi à amasser un arsenal considérable. Le rapport cite en particulier la Birmanie (pour 600 millions de dollars entre 2000 et 2010), l'Iran (574 millions

entre 2007 et 2010) et la République démocratique du Congo (124 millions entre 2000 et 2002). Pour Oxfam, ces chiffres démontrent la nécessité de parvenir à un traité contraignant pour réglementer le commerce des armes conventionnelles dans le monde. Un traité international sur le commerce des armes classiques doit être négocié du 2 au 27 juillet à l'ONU.

### "TROP FACILES À CONTOURNER"

L'organisation prend aussi l'exemple de la Syrie, dont le principal fournisseur est la Russie et qui a accumulé en 2010 pour 167 millions de dollars en équipement de défense anti-aérienne et pour 1 million de dollars d'armes légères et de munitions. Une partie de ces armes "a joué un rôle central dans la répression par le gouvernement syrien des manifestations" depuis un an, affirme Oxfam. La Syrie est soumise à un embargo de l'Union européenne depuis mai 2011, qui concerne les ventes "d'armes et de matériel pouvant être utilisés pour la répression".

"Les embargos existants sont beaucoup trop faciles à contourner, estime Anna Mac Donald, directrice de la campagne destinée à contrôler les armes chez Oxfam. Il faudra que le nouveau traité soit vraiment strict." "Comment expliquer que le commerce des bananes soit plus strictement réglementé que celui des mitrailleuses ?" ajoute-t-elle. Pour être efficace, estime Oxfam, le traité devra inclure des critères juridiquement contraignants pour empêcher le transfert des armes quand il y a des risques importants que ces armes puissent être utilisées pour contrevioler aux lois internationales sur les droits de l'homme. "Un traité laxiste serait pire que pas de traité du tout, car il donnerait une légitimité à un système déficient", conclut Anna Mac Donald.